

Going Home

Aide au retour : un changement de perspective

Editorial de mars 2024

Chères lectrices, chers lecteurs

Les rétrospectives s'enchaînent : les 25 ans de l'aide au retour en Suisse en 2022, les 20 ans des programmes SIM et RAS en 2023 et maintenant les 30 ans de l'OIM Suisse en 2024.

Les souvenirs partagés, les expériences importantes et les nombreuses évolutions qu'a connu notre travail dans le domaine de l'aide au retour et de la prévention de la traite des êtres humains nous donnent des raisons de porter un regard plein d'espoir vers l'avenir.

Car une rétrospective contient toujours en germe une perspective : qu'est-ce qui a bien fonctionné, qu'avons-nous réussi à faire, quelles évolutions sont intervenues, que peut-on améliorer ?

La collaboration étroite et coordonnée que nous entretenons avec les équipes et personnes impliquées, la compréhension mutuelle que nous avons de certains défis ou approches et l'estime que nous nous témoignons sont la quintessence de cette rétrospective des 30 ans de l'OIM en Suisse. Tout aussi essentielle est l'importance accordée au bien-être et aux droits de migrants. Dans le présent numéro de la Newsletter, les articles des différents conseillers en vue du retour et des collègues de l'OIM et du SEM illustrent ces aspects et mettent clairement en lumière la plus-value de notre collaboration.

Et sinon, que nous apprend le passé ? Que nous devons nous montrer souples, nous adapter aux nouveaux développements et savoir être innovants pour trouver des solutions et des domaines d'activités qui constitueront le cadre dans lequel l'OIM pourra mener à bien sa mission de soutien. Aussi, certains articles offrent une perspective sur les évolutions qui, dans le domaine des migrations, auront une incidence sur notre travail en Suisse.

Un séminaire des CVR de deux jours, les 19 et 20 juin 2024, sera lui aussi entièrement consacré à cet anniversaire de l'OIM. Il permettra, grâce au soutien du SEM, un échange direct entre les bureaux de l'OIM de cinq pays d'origine et les conseillers en vue du retour.

Un autre événement-phare de cette année anniversaire sera l'exposition photo organisée à l'occasion des 30

ans de l'OIM en Suisse : elle se tiendra en février et en mars au Kornhausforum à Berne, puis sera proposée sur la Piazza du SEM à partir d'avril. Le séminaire des CVR de juin 2024, déjà évoqué, marquera en même temps la fin de l'exposition au SEM. L'exposition s'intitule « [Migration – die Zukunft im Rückblick](#) » et dévoile une sélection de clichés de la journaliste de Reuters, Darrin Zammit Lupi. Elle documente différents courants migratoires et présente les destinées individuelles sous un angle saisissant. Parallèlement, des informations plus poussées apportent un éclairage sur les développements politiques qui en ont découlé au niveau national, régional et international. Car une chose est sûre : les migrations sont une réalité qui contribue depuis des siècles au développement, à la prospérité et au progrès. Face à des mutations aux répercussions mondiales – du changement climatique à la transition numérique en passant par l'évolution démographique et l'urbanisation –, la migration peut et doit être une partie de la solution.

Nous remercions tous ceux et celles qui ont apporté leur contribution à la présente édition de la Newsletter GOING HOME et nous nous réjouissons de poursuivre notre collaboration et d'assister aux diverses célébrations entourant le 30e anniversaire de l'OIM en Suisse.

Berta Fernández-Alfaro, cheffe de mission OIM Berne

Contenu

1. Thème principal

- Partenaire SEM-OIM : rétrospectives et perspectives
- Évolutions de la situation migratoire au niveau mondial : perspectives
- OIM : 20 ans du programme RAS
- Rétrospectives personnelles sur 30 ans de collaboration avec l'OIM
- Entretien avec la mission de l'OIM au Nigéria
- Entretien avec la mission de l'OIM au Sri Lanka
- Entretien avec la mission de l'OIM en Géorgie

2. Conseil en vue du retour

- Voyage de monitoring au Sri Lanka
- Voyage de monitoring au Nigéria



Going Home

Aide au retour : un changement de perspective

1. Thème principal

Partenaire SEM-OIM : rétrospectives et perspectives

Thomas Lory, SEM

Depuis l'ouverture du bureau de coordination de l'OIM à Berne en 1994, il y a 30 ans, une coopération constructive et empreinte de confiance s'est instaurée dans le domaine de l'aide au retour.

Ses premiers jalons ont été posés avec la mise en œuvre des programmes d'aide au retour en Bosnie-Herzégovine (10 000 retournants) et au Kosovo (plus de 32 000 participants). Depuis, le rôle du bureau a changé. Aujourd'hui, le gros de l'activité est constitué par l'exigeante gestion des cas individuels qui permet à l'OIM de fournir des prestations de services reconnues aux personnes candidates au retour, au SEM et aux cantons, en mobilisant son immense réseau de 450 bureaux dans plus de 100 pays.

L'offre de l'OIM comprend aujourd'hui la préparation ciblée du départ volontaire ou conforme aux obligations, l'organisation du voyage dans des configurations difficiles, la réintégration assistée dans les pays d'origine ainsi qu'un suivi régulier des projets financés. Dans les pays avec un fort taux de départs ou une importance politique particulière, le SEM verse, en cette année anniversaire, un montant forfaitaire destiné à financer les bureaux de l'OIM en Algérie, en Irak, au Nigéria et au Sri Lanka.

Par ailleurs, l'OIM gère le programme spécial pour les victimes de la traite d'êtres humains, soutenant ainsi, depuis 15 ans, l'un des groupes les plus vulnérables dans la perspective d'un retour volontaire. Depuis l'introduction des procédures d'asile accélérées en mars 2019, l'OIM assure également le service-conseil en vue du retour dans huit centres pour requérants d'asile, quatre avec et quatre sans tâches procédurales, ainsi qu'aux aéroports de Zurich et de Genève.

L'usage des sigles de nombreux projets, comme RAS, RIF ou SIM, est désormais si répandu parmi les parties concernées que plus personne n'en connaît vraiment le nom. Les prestations de services de

l'OIM, avant, pendant et après le voyage de retour permettent depuis des années la recherche de solution individuelle et améliorent ainsi tant la qualité que la visibilité de l'aide suisse au retour.

Durant toutes ces années, l'OIM s'est distinguée par sa flexibilité à toute épreuve, son grand engagement et sa disposition à sans cesse prendre en charge de nouvelles tâches. Ce dernier point s'est aussi vérifié en 2021 lors du lancement de la Politique de l'OIM relative au processus complet de retour, de réadmission et de réintégration (IOM's Policy on the Full Spectrum of Return, Readmission and Reintegration). Cette dernière a notamment apporté, dans des cas particuliers, un précieux soutien au SEM après un retour non volontaire.

C'est justement dans le contexte de l'euphorie croissante de l'aide au retour par les activités de Frontex - en particulier le programme „Joint Reintegration Services“ (JRS) - que de nouveaux champs d'action gagnent en importance, bien que l'OIM - et ce n'est pas une parole de circonstance - continuera dans les prochaines années à jouer un rôle indispensable pour l'aide suisse au retour.

Pour finir, quelques mots plus personnels : ces 30 ans ont été marqués par des échanges professionnels intensifs entre les équipes du SEM et celle de l'OIM à Berne. Pour ma part, je les ai toujours trouvés très enrichissants. Outre les nombreux événements communs et les productions de la « RüKo », les points forts ont été les visites communes des missions de l'OIM dans les pays d'origine. J'ai pu constater que les personnes quittant la Suisse parvenaient en règle générale à reprendre pied dans leur pays d'origine, en particulier grâce au très bon accompagnement dont ils bénéficiaient sur place.

Going Home

Aide au retour : un changement de perspective



Et l'OIM l'a, à raison, toujours fait savoir : le logo figurait à chaque fois en bonne place. Certaines missions se révélaient particulièrement ingénieuses sur ce point, ce qui n'était pas toujours très simple vu le grand nombre de projets agricoles. Une photo que nous avons reçue d'Inde en 2018 pour illustrer un calendrier annuel et pour laquelle la mission locale n'avait pas hésité à flanquer un arbre fruitier d'un drapeau de l'OIM reste indétrônable à mes yeux.

En ce sens, cher bureau de Berne, à notre collaboration toujours fructueuse !

Évolutions de la situation migratoire au niveau mondial : perspectives

Berta Fernández-Alfaro, OIM Berne

Pour commencer, j'aimerais remercier tous nos partenaires en Suisse, notamment le Secrétariat d'État aux Migrations (SEM), le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), les autorités cantonales, sans oublier les conseillers en vue du retour.

Les 30 dernières années ont été marquées par une collaboration fructueuse et étroite qui nous a permis de renforcer ensemble la protection des migrants et des victimes de la traite des êtres humains et de leur permettre un retour digne et durable dans leur pays d'origine. Nous nous réjouissons de poursuivre notre collaboration avec vous tous !

De son côté, l'équipe de l'OIM a elle aussi contribué activement à la réalisation de cet objectif commun.

Nombreux sont ceux qui travaillent depuis de longues années à l'OIM, alors que d'autres viennent juste d'arriver. Mais tous les membres de l'équipe font uniformément preuve d'engagement, de souplesse et d'efficacité et portent une même attention au bien-être et à la dignité des personnes que nous aidons. Un grand merci pour cela aussi !

La Suisse est le pays dont la proportion de migrants par habitant est la plus élevée d'Europe, avec un pourcentage de 29 % de migrants internationaux pour une moyenne qui s'établit à 3,6 % à l'échelle mondiale. Le pays participe à un système international de gestion de la migration, qui promeut le potentiel productif de la migration régulière tout en réduisant, au niveau national comme ailleurs, les risques et les coûts liés à la migration irrégulière ou forcée. La Suisse promeut une approche globale qui prend en compte les opportunités et les défis de la migration, encourage les partenariats entre les pays d'origine, de transit et de destination et favorise la collaboration entre les offices au sein de l'administration fédérale ainsi qu'une approche commune à l'échelle nationale.

Depuis l'introduction de la loi fédérale sur l'asile en 2019, la situation en matière de migration et d'asile s'est radicalement modifiée dans toute l'Europe. Après deux années extrêmement éprouvantes en raison du Covid-19, il y a eu de courts répit, qui semblent avoir abouti fin 2021 à une lente normalisation du transport et de la mobilité. Avec le début de la guerre en Ukraine en 2022 et l'accroissement des flux migratoires irréguliers et des courants secondaires en provenance des États membres de l'Union européenne, le mode de crise a toutefois été réactivé, et son arrêt reste difficile à prévoir.

Lors du Sommet de l'avenir des Nations unies qui se tiendra en 2024, la Suisse, en concertation avec d'autres États membres de l'ONU, va chercher des moyens de créer des bases pour une collaboration mondiale plus efficace qui permette de relever non seulement les défis actuels mais aussi de faire face aux menaces de demain. Au nombre de ces défis figure le changement climatique qui n'affecte plus, aujourd'hui déjà, uniquement l'économie suisse et les communes de montagne, mais des régions

Going Home

Aide au retour : un changement de perspective

entières sur d'autres continents. Le nombre de personnes touchées par des crues fluviales va plus que tripler (passant de 8 à 28 millions). Le nombre de personnes touchées par la perte de leurs récoltes va lui aussi être multiplié par trois, tandis que la hausse mondiale des températures moyennes d'ici 2090 décuplera le nombre de victimes de la sécheresse (qui passera de 5 à 57 millions). L'OIM s'engagera afin que les droits de l'homme des migrants soient pris en compte lors des négociations de ce « Pacte pour l'avenir » orienté vers l'action comme lors de son parcours ultérieur.

À l'instar d'autres pays en Europe, la Suisse connaît elle aussi une évolution démographique qui se traduit par un recul de la population, avec des effets délétères sur la disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée et formée pour l'économie suisse. Depuis 2020, l'accroissement net de la main-d'œuvre en Suisse est négatif. Cette évolution socio-démographique qui va s'accroître au cours des prochaines années ne touchera pas seulement le marché du travail en Europe ou en Suisse, mais aussi la politique sociale et la politique de santé de ces dernières. Le secteur privé joue un rôle essentiel dans la conception et le soutien de politiques innovantes pour traiter la question de la pénurie de main-d'œuvre. Une partie significative de la main-d'œuvre de la Suisse, qui est un petit pays doté d'une économie hautement spécialisée et fortement globalisée, vient de l'étranger : un employé sur quatre sur le marché du travail suisse est d'origine étrangère. Les chefs d'entreprise voient dans la migration une composante précieuse dans la trajectoire de développement de leurs affaires, même si elle n'est pas encore tout à fait prise en compte dans leurs stratégies d'entreprise. Le défi consiste, comme auparavant, à être les premiers à s'attacher les talents recherchés et les bonnes compétences. Les partenariats mondiaux de compétences qui permettent un accès plus rapide à un visa de travail dans les pays cibles devront associer davantage le secteur privé dans les prochaines années.

Comme l'Union européenne, la Suisse lie ses instruments de coopération internationale et de politique extérieure migratoire à des partenariats migratoires afin de lutter contre les causes de

la migration irrégulière et du déplacement forcé de population, ce qu'elle s'efforce de faire en prévenant et en résolvant les conflits, en limitant le changement climatique, en protégeant dans leurs régions d'origine les communautés concernées par les déplacements forcés de population et en créant des perspectives durables pour les personnes du Sud global. La diaspora et les personnes rapatriées devraient être consultées lors des futures prises de décision politiques ; elles sont un terme essentiel de l'équation lorsqu'il s'agit de planification stratégique et de mise en œuvre de solutions de développement durable.

Au vu de cette réalité, il ne s'agit pas de savoir si les migrations sont bonnes ou mauvaises ou s'il faut bloquer complètement la migration irrégulière. La question est bien davantage de savoir comment nous pouvons utiliser le potentiel des migrations afin que ces dernières se passent au mieux tant pour les migrants que pour les communautés d'origine et d'accueil. Il est capital pour les gouvernements et les administrations locales d'exploiter les données existantes pour pouvoir en tirer des enseignements et établir des perspectives afin de développer des voies régulières sur la base d'analyses factuelles tout en anticipant et en prenant en compte les dynamiques migratoires futures (ce qui correspond à une démarche appelée horizon scanning).

Comme elle l'a exposé dans sa stratégie nationale, l'OIM en Suisse apportera son soutien aux acteurs suisses qui promeuvent une migration sûre, humaine et digne et remplissent l'engagement inscrit à l'Agenda 2030 de « ne laisser personne de côté ». En renforçant ses activités d'intermédiaire et de mobilisation des ressources, l'OIM en Suisse continuera à concevoir des programmes innovants, à en améliorer l'efficacité, à promouvoir l'analyse des données et des activités en relation avec les migrations et à évaluer et à adapter les programmes afin de réagir aux nouveaux besoins en collaboration avec les autorités suisses au niveau fédéral, cantonal et local. Parallèlement, l'OIM Suisse va étendre ses partenariats avec la société civile, le secteur privé, les associations de la diaspora, les universitaires et les groupes représentant la jeunesse afin de soutenir une politique et des programmes migratoires cohérents et d'améliorer la perception

Going Home

Aide au retour : un changement de perspective

de la migration auprès du public par un travail de relations publiques.

Les migrations continueront, elles font partie intégrante de notre avenir commun. Elles offrent une solution à nos défis communs et créent des possibilités de développement et de collaboration. Les contributions des migrants (tant sur le plan socioculturel, politique, économique que dans la société civile) ne devraient pas être minimisées dans le discours public ni considérées comme allant de soi. Dans les années à venir, il faudra combattre résolument les stéréotypes négatifs, les incitations à la haine et les crimes haineux ainsi que les présentations biaisées qui alimentent une perception négative des migrants. Le monde a plus que jamais besoin de cohésion sociale et peut tirer parti de la diversité culturelle pour relever les innombrables défis qui nous attendent.

Nous sommes impatients de travailler ensemble à ces objectifs et de les mettre en œuvre en collaboration et en concertation avec vous.



OIM : 20 ans du programme RAS Sonja Kyburz, OIM Berne

„RAS“ est l'une des nombreuses abréviations que l'OIM utilise depuis 20 ans et dont la signification suscite des questions chez de nombreux conseillers/conseillères en vue du retour. Aux personnes déjà familiarisées avec les abréviations du SEM, nous avons l'habitude de dire : „RAS est la désignation de l'OIM pour IHI“, ce qui provoque souvent encore plus

de froncements de sourcils.

Le projet de l'OIM „Reintegration Assistance from Switzerland“ a été créé en 2002 et a pour objectif de soutenir les personnes rentrées volontairement dans leur processus de réintégration et de verser l'aide au retour individuelle (IHI) accordée par la Suisse à des fins spécifiques.

Après que l'aide à la réintégration a été mise en œuvre avec succès dans le cadre des premiers programmes nationaux d'aide au retour volontaire dans différents pays des Balkans, le souhait d'étendre l'aide à la réintégration à un grand nombre de pays de retour s'est fait sentir au début des années zéro. Cette forme d'aide au retour individuelle de la Suisse a été introduite en même temps que le développement du conseil en vue du retour et de la collecte d'informations avant le retour.

Le souhait d'étendre l'aide au retour était motivé par la reconnaissance du fait qu'il est fondamental, pour la durabilité du processus de réintégration, de répondre aux besoins individuels des personnes rentrant au pays, en particulier celles en situation de vulnérabilité, de les préparer au retour et de soutenir leur réintégration dans leur pays. L'expérience a montré qu'un retour sûr et digne n'est en principe possible qu'avec une réintégration durable.

Selon la définition de l'OIM, une réintégration durable est atteinte lorsque „les personnes qui rentrent ont atteint un niveau d'autonomie économique, de stabilité sociale au sein de leurs communautés et de bien-être psychosocial qui leur permet de faire face aux moteurs de la (re)migration. Lorsqu'ils sont parvenus à une réintégration durable, les migrants de retour sont en mesure de faire des décisions ultérieures en matière de migration une question de choix et non de nécessité“.

Le projet RAS met en œuvre l'aide au retour accordée par le SEM depuis plus de 20 ans maintenant, avec environ 7500 mandats de réintégration reçus et plus de 10 000 personnes qui ont pu être soutenues dans ce cadre.

Je travaille moi-même depuis 15 ans avec le projet RAS, d'abord en tant que responsable de pays et depuis deux ans en tant que cheffe de projet. Bien que le projet soit globalement le même, il a évolué

Going Home

Aide au retour : un changement de perspective

au fil du temps et a pu intégrer l'expérience acquise dans l'offre.

Tous les efforts continuent de se concentrer sur le bien-être de chaque personne qui rentre, ainsi que sur sa protection et son autonomisation en tant qu'acteur/actrice du processus de réinsertion.

Tout comme la décision de rentrer au pays est influencée par une multitude de raisons, par les conditions de vie d'une personne et de sa famille, il en va de même pour la réussite de la réintégration dans le pays d'origine. Elle est influencée par les caractéristiques individuelles et les vulnérabilités des personnes qui rentrent, notamment l'âge, le sexe, la santé, un éventuel handicap, l'expérience professionnelle et les qualifications, ainsi que les réseaux familiaux et professionnels, entre autres facteurs. Tous ces facteurs ont un impact différent sur la réintégration et sa durabilité.

L'aide au retour individuelle met toujours l'accent sur la réintégration professionnelle par le biais d'un soutien à la création de micro entreprises et d'une aide au logement. Parallèlement, l'aide médicale n'a cessé d'augmenter au fil des années et aujourd'hui, 25% des missions RAS reçues comprennent une aide médicale.

Ces dernières années, des approches innovantes ont été intégrées dans le projet RAS, surtout là où les représentations de l'OIM reçoivent un financement de base du SEM. Ces représentations sélectionnées travaillent avec un nombre particulièrement élevé de retournants de Suisse et peuvent adapter leurs activités aux besoins des retournants, contribuant ainsi plus largement à une réintégration durable. Citons par exemple les formations à la création et à la gestion de micro entreprises, qui ont débuté dès 2008 dans le cadre des programmes nationaux pour le Nigeria et la Guinée et qui ont pu être proposées par la suite dans d'autres pays dans le cadre du projet RAS (notamment l'Éthiopie, la Gambie, l'Irak, l'Iran, le Sri Lanka et la Somalie).

La composante sociale et psychosociale de la réintégration est un domaine que je considère comme central et auquel on ne peut souvent pas accorder suffisamment d'attention dans le cadre de la réintégration professionnelle des individus. La stigmatisation du retour, les dettes importantes ainsi

que les attentes de la famille et de la société ont des répercussions psychologiques sur les personnes qui rentrent et influencent souvent négativement leur réintégration.

Dans le cadre du projet RAS, des discussions de groupe ont pu être organisées, par exemple en Éthiopie en 2021, afin d'échanger sur les défis et de favoriser l'entraide entre les retournants. Une initiative similaire existe par exemple au Sri Lanka, ainsi qu'en Irak et, depuis peu, au Nigeria. Elles contribuent à promouvoir l'approche holistique de la réintégration et ont obtenu de bons résultats sur lesquels il convient de s'appuyer. De même, le „monitoring“, c'est-à-dire la possibilité de mesurer la durabilité, la satisfaction et la réalisation effective des objectifs du projet, est devenu au fil des années une partie intégrante de RAS et est extrêmement utile pour le développement de projets et l'adaptation de nos activités. Outre une analyse annuelle des résultats de l'enquête, jusqu'à deux voyages de suivi sont organisés dans les pays principaux, ce qui est également très apprécié par les personnes de retour.

Nous observons avec intérêt ce que d'autres pays mettent en œuvre et où nous pouvons nous appuyer sur les expériences d'autres projets de l'OIM pour rendre l'aide au retour plus durable. J'attends avec impatience les prochaines années et de nombreuses autres idées.

Rétrospective personnelle sur 30 ans de collaboration avec l'OIM

Claire Potaux Vésy, OIM Berne

Quelques souvenirs de ces 17 dernières années



Going Home

Aide au retour : un changement de perspective

Si je dois essayer de résumer les temps forts de mon travail au bureau de l'OIM Berne depuis mon arrivée en 2006, je me dis : c'est impossible ! Il y a eu tellement d'évènements, de projets, de partenaires... mais en y pensant un peu plus, les images commencent à défiler... et un large sourire se dessine sur mes lèvres...

Je vois l'équipe de l'OIM Berne à côté du SEM au Grand Prix de Berne, je repense à une retraite organisée au Gurten avec toute l'équipe de l'aide au retour du SEM et le bureau de l'OIM Berne et quelques jeux de rôles très drôles !

Je repense au cas Farjana, d'une petite fille qui après son retour a reçu un soutien incroyable pendant des années grâce à la mobilisation et à la générosité de son enseignante à l'époque et des parents d'élèves qui l'ont soutenue.

Je revois les images d'un voyage de monitoring en Gambie avec Thomas Lory et Florian Brändli qui avait été très intéressant pour comprendre l'état d'esprit des bénéficiaires et les contraintes locales. Je repense aux longues discussions sur des cas complexes avec certains.nes conseillers.ères en vue du retour à la recherche constante de solutions concrètes pour aider les personnes qui en ont besoin.

Je pense au plaisir de se retrouver tous ensemble avec tous.tes les conseillers.ères en vue du retour durant les journées d'information : à ma 1ère journée d'information à Lugano où j'avais rencontré notre future collègue Mira Nikolic (ancienne conseillère OIM au Tessin). Je repense aux 10 ans puis aux 20 ans de l'aide au retour, où je suis passée dire bonjour et présenter ma petite Chloé qui venait de naître.



Je pense aux évolutions constantes dans l'aide au retour (pour les victimes de traite pour s'adapter aux besoins des victimes, les business training, les micro-crédits etc.) et rendre l'aide la plus utile et efficace possible : Merci à Thomas Lory et Jarmila Mazel pour tout leur soutien !



Je pense au bus d'information sur la traite des êtres humains qui a sillonné la Suisse et qui a reçu du soutien de la part des conseillers et conseillères du canton et aux semaines d'action contre la traite qui ont permis d'organiser tellement d'évènements de sensibilisation à travers la Suisse.

Je suis fière de notre équipe de conseillers et conseillères en vue du retour qui s'adaptent à travers les années à tous les changements géographiques et structurels des centres fédéraux d'asile, de la couverture allouée et des besoins en remplacements : ce sont des champions de la flexibilité et ils font un travail exceptionnel (par exemple Mr Jean est connu dans le monde entier pour son travail ou Mishelle qui est devenue le prénom du bébé d'une bénéficiaire que Mishelle avait particulièrement soutenue).

Je réalise que le contexte autour de l'aide au retour a beaucoup changé : à mon arrivée en 2006 beaucoup d'ONG critiquaient vertement l'aide au retour volontaire et à la réintégration et nous devions défendre nos activités et entre temps certaines ONG sont en Europe en compétition directe avec l'OIM pour faire ce travail elles-mêmes. Que nos institutions mêmes sont en constants changements (réorganisations très régulières du SEM et de l'OIM).

Going Home

Aide au retour : un changement de perspective

Je me réjouis de l'extension récente des activités de l'OIM dans les domaines de la réinstallation, de réservation des vols et réunification familiale, du développement de la stratégie pour notre bureau.

Dans ce contexte de constant changements, je note une constante à travers ces années : une équipe en or à l'OIM Berne qui place les migrant.e.s au cœur de son travail et qui donne sans compter de son énergie et de son temps pour les soutenir! Je pense aussi à tous les conseillers et conseillères en vue du retour et partenaires du SEM qui s'engagent et avec lesquels nous entretenons une excellente coopération et je les remercie de tout mon cœur car ce n'est qu'ensemble que nous sommes si efficaces!

Ce qui reste, c'est le sourire des migrant.e.s soutenu.e.s au long de ces années et leur feedback positif. Le plaisir des échanges tous ensemble avec le SEM et les conseillers.ères en vue du retour, le remerciement des partenaires et le sentiment d'avoir fait notre travail !



Rétrospective personnelle sur 30 ans de collaboration avec l'OIM

Perica Jelisavac, OIM Berne

Un aperçu de mon travail à l'OIM

Je travaille depuis le 1er juillet 2023 comme conseiller en vue du retour de l'OIM dans le centre fédéral pour requérants d'asile (CFA) de Bâle. J'avais déjà eu des contacts avec l'OIM lors de mon emploi précédant, dans le canton de Zurich. J'ai beaucoup de plaisir à exercer mon rôle de conseiller en vue du retour. J'apprécie en particulier de pouvoir faire la connaissance de personnes qui viennent de tous les coins du monde, les écouter avec attention et

prendre leurs demandes au sérieux.

Au cours de mes premières semaines d'activité à l'OIM, j'ai dû suivre de nombreuses formations internes, en plus de mes tâches quotidiennes. Ces formations abordaient entre autres des thèmes comme l'éthique, les règles de conduite, la gestion des cas, la protection des données, l'égalité entre les sexes, la formation à la sécurité ou la prévention des abus sexuels et la lutte contre ces derniers.

J'ai également eu le privilège de participer à une formation portant sur le programme de l'OIM « Return Counselling Toolkit » animée par Jean Quartarolo, un de nos conseillers en vue du retour le plus expérimenté.

Ces formations contribuent à professionnaliser la pratique du conseiller en vue du retour.

L'OIM s'engage pour une migration ordonnée, sûre et respectueuse de la dignité humaine, qui présente une plus-value et des avantages pour toutes les parties concernées. En cela, elle donne la priorité au respect des droits, de la dignité et du bien-être de tous les migrants.

L'approche de l'OIM relative aux situations de vulnérabilité des migrants se fonde sur la conviction selon laquelle les droits de l'homme de toutes les personnes, y compris des migrants, doivent être garantis et promus. Les migrants qui sont menacés de quelque manière que ce soit doivent obtenir la protection et le soutien dont ils ont besoin, indépendamment de la catégorie à laquelle ils appartiennent ou de leur statut.

Le vaste réseau de missions que l'OIM entretient dans le monde représente une immense plus-value. Ces missions contribuent de manière déterminante à la mise en œuvre des projets de réintégration des retournants et assument par ailleurs toutes sortes d'autres tâches. Nous avons la possibilité de soumettre des demandes d'information avant le retour RIF (Return Information Fund) à nos collègues sur place pour clarifier certaines questions en matière de retour.

Depuis que j'ai pris mes fonctions à l'OIM à Bâle, je me suis rendu compte que de nombreux migrants se rendent dans notre bureau pour me raconter leur histoire. Ils voient le logo de l'OIM et espèrent alors

Going Home

Aide au retour : un changement de perspective

obtenir l'écoute et le soutien dont ils ont besoin. Par conséquent, j'ai déjà entendu le récit d'innombrables parcours de vie empreints de souffrances, de tragédies, de tristesse, d'aléas mais d'humour aussi. Si, contre toute attente, ils ne choisissent pas de retourner dans leur pays, je ne peux pas leur proposer d'aide immédiate. Mais je leur explique ma fonction de conseiller en vue du retour, je les écoute et je les dirige vers les services compétents.

Rétrospective personnelle sur 30 ans de collaboration avec l'OIM

Esther Reinmann, OIM Berne

Je m'appelle Esther Reinmann. Je travaille comme conseillère en vue du retour au sein de l'OIM en Suisse depuis 2016.

Je suis contente de faire partie de l'équipe de l'OIM ici en Suisse depuis bientôt huit ans. Le travail est varié, la collaboration avec les migrants est porteuse de sens et la coopération avec les organisations partenaires fonctionne bien. Les projets de réintégration méritent tout particulièrement d'être évoqués car ils permettent aux migrants de bénéficier d'une première aide pour se construire un avenir dans leur pays d'origine. L'OIM étant présente partout dans le monde, l'OIM de Berne peut facilement coordonner la mise en œuvre de ces projets de réintégration avec les missions locales de l'OIM.

Un aperçu de la flexibilité des conseillers de l'OIM en vue du retour

Je travaille un jour par semaine à Chevrolles, un jour à Fribourg, un autre à Bâle et enfin un à l'aéroport de Genève. J'assure par ailleurs la suppléance de mon collègue, Jean Quartarolo, quand il est en vacances. Je suis donc habituée à travailler dans plusieurs centres fédéraux pour requérants d'asile (CFA) et je connais par là même les procédures en vigueur dans les différents CFA ainsi que les collaborateurs de diverses organisations partenaires.

Et je ne suis pas un cas isolé. Mes collègues de l'OIM des régions de Boudry, de Bâle, du Tessin et de Suisse orientale travaillent eux aussi dans plusieurs centres, que ce soit sur une base régulière ou lors d'une suppléance pour cause de vacances.

Les avantages de cette flexibilité et des suppléances mutuelles sont multiples : nous sommes familiarisés avec les procédures des différents CFA et, dans le même temps, une relation de confiance peut s'instaurer entre les conseillers en vue du retour de l'OIM et les migrants. Or si cette confiance est décisive pour le traitement des cas en général, elle l'est plus encore dans les situations de vulnérabilité, souvent complexes.

Cas de M. E. du Ghana

J'aimerais prendre un exemple concret pour expliquer comment la présence dans différents CFA, qu'ils assument ou non des tâches procédurales, permet d'aboutir au bon règlement des cas. Lors d'une de mes suppléances au CFA de Boudry au printemps de cette année, M. E., un migrant en provenance du Ghana, s'est inscrit pour le programme RAZ (retour à partir d'un centre fédéral pour requérants d'asile).



Comme il se trouvait dans une situation de vulnérabilité, M. E. a été transféré à Chevrolles/Gouglera, un centre fédéral pour les requérants d'asile nécessitant une protection particulière. M. E. a été très content de me retrouver au CFA Gouglera car il avait déjà établi un lien de confiance avec moi à Boudry. Il a ébauché son projet de réintégration OIM avec moi. Il s'agit d'une machine qui le soulagera dans son activité de paysan.

Une fois le laissez-passer de M. E. établi par

Going Home

Aide au retour : un changement de perspective

l'Ambassade, j'ai réservé un vol SIM (Swissrepat-IOM movement) ; le transit avait lieu à Lisbonne où M. E. a été pris en charge par nos collègues de l'OIM, avant de prendre le vol pour Accra au Ghana.

M. E. m'avait priée de l'accompagner à l'aéroport car étant analphabète, il avait du mal à s'orienter. Il était content de rentrer pour retrouver sa famille qu'il n'avait pas revue depuis de nombreuses années.

Nous avons voyagé ensemble de Chevrolles à l'aéroport de Genève où M. E. a passé une nuit dans l'hébergement de transit puisqu'il devait prendre le vol SIM pour le Ghana tôt le lendemain. Comme l'OIM à l'aéroport de Genève (de même qu'à Zurich) organise le retour volontaire, nous avons, dans la zone de transit aussi, un bureau de l'OIM pour lequel je travaille régulièrement.

Lorsque nous sommes arrivés dans l'hébergement de transit à l'aéroport de Genève, j'ai une nouvelle fois passé en revue avec M. E. toutes les informations essentielles concernant le voyage et son projet de réintégration et nous avons pris congé. M. E. a exprimé que l'OIM faisait un travail formidable et qu'il était content que j'aie pu traiter son cas de bout en bout malgré les différents sites.

Cela montre qu'il est judicieux que nous assurions une présence permanente dans les CFA avec tâches procédurales et une présence régulière dans les centres extérieurs, dont la gestion a été attribuée à l'OIM. Nous pouvons intervenir les uns pour les autres et tirer parti de notre flexibilité.

Rétrospective personnelle sur 30 ans de collaboration avec l'OIM

Nikolai Pchelin, CVR BS

Dans un monde toujours plus rapide et avide de nouveautés, les 30 ans d'existence d'une institution sont un âge très respectable. Dans la vie humaine en revanche, ils marquent, de nos jours, tout juste le début de la transition réelle vers l'âge adulte. Dans les deux cas, les biographies sont capitales.

J'ai commencé mon travail de conseiller en vue du retour à Bâle à la fin de la trentaine ; depuis, plus de 20 ans ont passé. Les contacts avec l'OIM dans le cadre des programmes RIF et RAS étaient devenus

une routine bien huilée, appréciée de part et d'autre, mais c'est en 2007, lors de ma première mission en tant qu'operational escort alors que j'accompagnais une victime de la traite des êtres humains, que les choses ont pris une tournure particulière.

Destination Moscou où l'OIM gérait alors un centre pour les victimes de la traite d'êtres humains. La jeune femme que j'accompagnais était passée me voir à mon bureau alors qu'elle séjournait à la clinique psychiatrique de Bâle pour me raconter des histoires ahurissantes de violence et de règlements de compte entre bandes mafieuses. Comme les pistes menaient en Russie, elle disait accepter de coopérer avec la police dès qu'elle serait dans son pays et me pressait d'organiser son retour immédiat.



Avec la cheffe de projet compétente de la mission de l'OIM à Moscou, septembre 2007

Le voyage de retour fut planifié et on me demanda si j'étais prêt à accompagner cette jeune femme à Moscou. J'acceptais et participais à un briefing à l'OIM à Berne. Le jour dit, je passais prendre la candidate au retour à la clinique. Et à ce moment, quelque chose d'imprévu arriva. La clinique avait été encerclée par des policiers lourdement armés et on m'informa que des menaces avaient été proférées contre la jeune femme. Après quoi, une délibération intervint avec la police cantonale. Le responsable de l'intervention était d'avis qu'il fallait agir le plus vite possible pour ne pas laisser au « camp adverse » le temps de se préparer. Nous convînmes ensemble de procéder au voyage de retour. La police nous escorta jusque dans le train et je me demandais en mon for intérieur quelle mouche m'avait bien piqué

Going Home

Aide au retour : un changement de perspective

d'accepter de poursuivre cette mission. Notre voyage fut éprouvant, mais concluant. Arrivés à Moscou, nous fûmes accueillis par un collaborateur de l'OIM qui nous conduisit au centre de réhabilitation où la jeune femme était hébergée. Ce jour-là comme le lendemain au bureau de l'OIM, je m'entretins avec plusieurs personnes impliquées dans ce projet et nos conversations m'ouvrirent une multitude d'horizons.

Cette histoire a marqué le début de ma participation au groupe d'accompagnement pour le programme LEI du SEM dont je fais toujours partie. Et ma première mission en tant qu'operational escort fut suivie de beaucoup d'autres dans différents pays. Ainsi, ma biographie est-elle étroitement liée à celle de l'OIM. À celle qui fête aujourd'hui ses 30 ans, je souhaite un bon anniversaire, moi qui vais bientôt souffler mes 60 bougies ! Une formule s'esquisse. On pourrait considérer que l'âge d'une institution peut se comprendre, dans certains cas, comme le double (le dédoublement ?) d'une existence humaine...

Entretien avec la mission de l'OIM au Nigéria

Entretien avec Monsieur Usman AHMADU-TSALA, collaborateur de l'OIM au Nigéria

Bonjour. Quelle est votre fonction au sein du bureau de l'OIM au Nigéria et depuis combien de temps travaillez-vous avec des retournants de Suisse ?

Mon rôle est celui d'assistant projet « Migrants en situation de vulnérabilité/victimes de trafic d'êtres humains » et je travaille depuis plus de six ans avec des retournants.

Comment décririez-vous la collaboration entre le bureau de l'OIM en Suisse et vous concernant le processus de réintégration de ces retournants ?

Le bureau de l'OIM en Suisse et moi-même entretenons un partenariat solide et efficace en vue de faciliter le processus de réintégration des retournants. Notre collaboration est fondée sur une communication ouverte, un échange d'informations en temps utile et un engagement commun en faveur d'une réintégration réussie des migrants. Nos efforts communs ont contribué de manière prépondérante à la mise en œuvre fluide d'initiatives et de projets de réintégration.

La collaboration avec l'OIM Suisse, par rapport à d'autres missions européennes, se distingue par le degré élevé d'efficacité et d'adéquation avec nos objectifs. La compréhension mutuelle et la coordination entre nos équipes ont amélioré l'efficacité globale du processus de réintégration. L'engagement du bureau suisse pour le bien-être et la réintégration durable des retournants fait de cette collaboration un modèle de coopération internationale réussie au sein du réseau de l'OIM.

Le cas d'un retournant de Suisse vous a-t-il marqué en particulier et si oui, pourquoi ?

Je me souviens d'un cas mémorable qui concerne un Nigérian retournant de Suisse dont le parcours vers la réintégration a laissé une empreinte durable. Après son retour, cette personne a dû faire face à des défis particuliers qui ont nécessité une approche sur mesure nous permettant de répondre à ses besoins propres. L'équipe de l'OIM au Nigéria a travaillé en étroite collaboration avec l'équipe en Suisse pour développer et mettre en œuvre une stratégie de réintégration globale et personnalisée.

Ce qui a fait de ce cas un cas à part, c'est la coordination sans discontinuer entre les deux bureaux qui n'ont pas uniquement fourni un soutien financier, mais une aide complète incluant le logement, l'assistance psychologique et le développement d'une petite entreprise. La réussite de ce projet a mis en évidence à quel point une approche flexible et individualisée est importante et a montré les résultats positifs qui résultent d'une action concertée répondant à la situation particulière de chacune des personnes rentrées. Il montre aussi à quel point il est important d'adapter les stratégies de réintégration aux différents besoins des migrants qui retournent dans leur patrie.



Going Home

Aide au retour : un changement de perspective

Quelles sont quelques-unes des particularités des cas en provenance de Suisse ? En quoi se distinguent-ils des autres ?

Les cas en provenance de Suisse concernent pour la plupart des personnes qui nécessitent un soutien psychosocial ou psychologique. Cela montre combien il est important d'identifier et de prendre en compte de manière discriminée les besoins psychologiques des personnes rapatriées. L'aide sur mesure vise à rendre possible un processus de réintégration complet et durable qui met en avant non seulement les problématiques pratiques mais aussi le bien-être émotionnel. Pour de nombreux retournants de Suisse pour lesquels la composante psychosociale joue un rôle important, la cause en est souvent leur trajectoire migratoire complexe. Les retournants ont souvent été confrontés au cours de leur périple et durant leur séjour en Europe à des facteurs de stress considérables, des traumatismes ou des situations éprouvantes sur le plan émotionnel, qui expliquent qu'ils aient besoin d'un soutien spécifique concernant leur santé psychique.

Qu'aimeriez-vous améliorer dans le cadre du programme de réintégration de la Suisse ?

Bien que le programme AVRR de la Suisse soutienne activement le retour et la réintégration des migrants, il y a des domaines qui pourraient être améliorés pour parfaire le programme dans son ensemble. Un aspect à prendre en compte est l'optimisation du soutien avant le départ. Un renforcement des moyens d'information et de conseil mis à disposition avant le départ permettrait de préparer au mieux les personnes aux défis auxquels elles vont être confrontées après leur retour. L'amélioration de la coordination entre les conseillers en vue du retour et les gestionnaires de cas dans le pays d'origine permettrait une transition sans à-coups pour les retournants. À cet effet, les canaux de communication pourraient être renforcés et il faudrait améliorer les conditions-cadres pour la collaboration afin qu'elles garantissent que le soutien apporté réponde précisément aux besoins des retournants.

Une amélioration continue du soutien avant et après le départ, une meilleure coordination et un accent renforcé mis sur les projets de réintégration personnalisés, notamment dans le domaine de

la santé psychique, pourraient contribuer à la réussite durable et à une meilleure ajustabilité du programme d'aide au retour de la Suisse.

Qu'aimeriez-vous savoir sur l'OIM en Suisse ou sur la Suisse ?

Je serai intéressé par la politique migratoire du pays, son paysage culturel, ses activités économiques ou les initiatives et les défis liés à la migration qui existent actuellement dans le contexte suisse.

Avec tous mes remerciements,
USMAN



Entretien avec la mission de l'OIM au SRI LANKA

Entretien avec Mme Minoli Don, collaboratrice de l'OIM au Sri Lanka

Quelle est votre fonction au sein du bureau de l'OIM au Sri Lanka et depuis combien de temps travaillez-vous avec des retournants depuis la Suisse ?

Je travaille en tant que cheffe de l'unité de protection de l'OIM au Sri Lanka. Le bureau de l'OIM au Sri Lanka s'engage depuis plus de 20 ans pour aider les retournants de Suisse. En partenariat avec le bureau suisse, c'est-à-dire l'OIM à Berne, l'OIM au Sri Lanka fournit une assistance aux retournants à leur arrivée à l'aéroport, leur propose un service-conseil en matière de réintégration et d'activité professionnelle, prépare des projets de réintégration, apporte une aide à la réintégration économique afin d'améliorer les moyens d'existence des retournants et propose un soutien psychosocial.

Going Home

Aide au retour : un changement de perspective

Comment décririez-vous la collaboration entre le bureau de l'OIM en Suisse et vous concernant le processus de réintégration des retournants ? (Peut-être comparée à celle avec d'autres missions européennes ?)

L'OIM en Suisse a toujours veillé à ce que les programmes d'aide au retour et à la réintégration soient coordonnés de manière souple et efficace. Les retournants reconnaissent et apprécient la précieuse contribution de la Suisse.

Le cas d'un retournant depuis la Suisse vous a-t-il marqué en particulier et si oui, pourquoi ?

Nous avons accueilli des retournants aux profils et aux parcours très variés et nous avons également aidé des retournants dans des situations médicales complexes. Il y a quelques belles histoires et c'est toujours encourageant de voir les retournants réussir à se réintégrer dans leur communauté.

Quelles sont quelques-unes des particularités des cas AVRR en provenance de la Suisse ? En quoi se distinguent-ils des autres ?

J'ai observé que beaucoup d'entre eux ont vécu en Suisse pendant un grand nombre d'années. Ils bénéficient de la part du gouvernement suisse d'une gamme de mesures de réintégration complète et généreuse et ont donc accès à un service-conseil qui leur permet de décider de leur retour en toute connaissance de cause. Nombre d'entre eux reçoivent une aide en nature afin d'améliorer leurs conditions de vie ou de monter une affaire, bénéficient de conseils personnalisés en gestion d'entreprise et de formations au développement d'entreprise (niveau débutants et perfectionnement), et ont parfois accès à un logement ou à un hébergement, voire à une assistance médicale. Leur processus de réintégration est encadré et suivi tant par l'OIM en Suisse qu'au Sri Lanka. C'est un programme de retour et de réintégration coordonné et sérieux. La récente inclusion de services concernant la santé mentale et le soutien psychosocial (MHPSS) a été d'un grand soutien pour les retournants qui, pour la plupart, ont vécu très longtemps en Suisse et qui ont besoin du conseil nécessaire et d'entraide pour arriver à réintégrer leurs communautés.

Qu'aimeriez-vous améliorer dans le cadre du programme AVRR de la Suisse ?

Les programmes RAS et AVRR sont très complets et bien menés. Je n'ai pas d'autres suggestions pour le moment. J'aimerais préciser que l'OIM au Sri Lanka se tient toujours à l'entière disposition des migrants qui nécessitent ou souhaitent une assistance spécifique ou qui veulent s'entretenir avec des conseillers AVRR de l'OIM au Sri Lanka afin d'obtenir des informations ou se faire conseiller sur leur procédure de retour.

Qu'aimeriez-vous savoir sur l'OIM en Suisse ou sur la Suisse ?

Nous aimerions en savoir davantage sur votre excellent travail et les défis relevés par votre équipe ainsi que sur les activités du bureau du pays.

Avez-vous un message à faire passer aux conseillers en vue du retour qui seront réunis pour fêter ce 30e anniversaire ?

J'aimerais saisir cette opportunité pour adresser mes remerciements les plus sincères à tous les conseillers en vue du retour ainsi qu'aux collègues de l'OIM à Berne pour la qualité de l'aide qu'ils ne cessent d'apporter aux migrants et aux retournants et pour l'efficacité avec laquelle ils gèrent ce programme AVRR. Votre engagement et votre implication font la différence !



Going Home

Aide au retour : un changement de perspective

Entretien avec la mission de l'OIM en Géorgie

Entretien avec Monsieur Rusiko IMNAISHVILI, collaborateur de l'OIM en Géorgie

Quelle est votre fonction au sein du bureau de l'OIM en Géorgie et depuis combien de temps travaillez-vous avec des retournants de Suisse ?

Je coordonne les programmes d'aide au retour volontaire et à la réintégration (AVRR) en Géorgie et je travaille depuis 2006 avec des retournants de Suisse.



Comment décririez-vous la collaboration entre le bureau de l'OIM en Suisse et vous concernant le processus de réintégration des retournants ?

Tout au long de ces années, c'est avec l'OIM à Berne que nous avons entretenu la collaboration de loin la plus fructueuse. Nous avons lancé notre premier programme de retour en 2006, suivi deux ans après d'un projet d'aide structurelle afin de mieux coordonner le travail avec les retournants ayant un problème d'addiction. Dans le cadre de ce projet, nous avons soutenu l'État géorgien dans la mise en place des premiers programmes nationaux de substitution et dans la formation des travailleurs sociaux. Cinq entreprises sociales ont ensuite été financées par le donateur Suisse. La collaboration entre nos bureaux a toujours été excellente, professionnelle, rapide, flexible et axée sur les besoins des personnes. Cette flexibilité constitue l'une des principales différences par rapport aux autres pays/donateurs et une très forte plus-value tant il est souvent déterminant d'adapter l'aide aux

besoins individuels des bénéficiaires, une fois ceux-ci rentrés. Ces besoins peuvent en effet différer légèrement de ceux indiqués avant le départ. La possibilité d'obtenir un soutien supplémentaire par les cantons ou de relever le budget alloué aux prestations médicales dans des situations de grande vulnérabilité est également un grand atout.

Vous rappelez-vous du cas d'un retournant de Suisse en particulier et si oui, pourquoi ?

Vous pouvez vous imaginer que tout au long de ces années, il y en a eu des cas mémorables. Nous avons été témoins de métamorphoses surprenantes chez d'anciens consommateurs de drogue qui sont retournés auprès de leur famille dont ils s'étaient détournés et qui ont repris une activité, nous avons eu des personnes qui, sans le traitement qu'elles avaient reçu en Suisse, n'auraient pas survécu, ou d'autres qui n'auraient pas pu revenir sans l'accompagnement médical du projet. Ce programme a transformé la vie de la plupart de nos bénéficiaires. La dernière personne est arrivée l'année dernière. C'était un homme auquel on avait implanté un moniteur cardiaque en Suisse. Le logiciel nécessaire au calibrage du moniteur n'étant pas disponible, nous avons réussi, après d'intenses échanges avec des cardiologues géorgiens, à importer ce logiciel spécifique en Géorgie. Le patient peut ainsi obtenir une aide immédiate dès qu'il en a besoin.

Quelles sont quelques-unes des particularités des cas en provenance de Suisse ? En quoi se distinguent-ils des autres ?

En matière de sensibilisation, les retournants de Suisse sont toujours très bien informés des modalités de l'aide, et nous n'avons jamais rencontré de cas de mauvaises interprétations. Depuis de nombreuses années, nous réalisons par ailleurs avec nos bénéficiaires ce qu'on appelle aujourd'hui un « conseil virtuel ». L'OIM à Berne a été le premier bureau à percevoir la plus-value de nos entretiens individuels avec des migrants séjournant encore en Suisse et la nécessité de mener ensuite des travaux de préparation rigoureux avec votre équipe, notamment pour les cas vulnérables. Tous les sujets qui présentent un intérêt pour les migrants sont abordés au préalable afin de faciliter le processus de retour et de canaliser les attentes.

Going Home

Aide au retour : un changement de perspective

Qu'aimeriez-vous améliorer dans le cadre du programme de retour de la Suisse ?

Rien du tout. Toutefois, ce serait bien de pouvoir rencontrer personnellement nos collègues de la Suisse. Peut-être que certains d'entre eux pourront venir cette année en Géorgie pour un voyage de monitoring.

Avez-vous un message à faire passer aux conseillers en vue du retour qui seront réunis pour fêter ce 30e anniversaire ?

Poursuivez votre excellent travail ! Sans votre participation, nos programmes humanitaires ne fonctionneraient pas ! Par ailleurs, les Suisses ont été les pionniers dans l'organisation de rencontres entre les conseillers en vue du retour et les collaborateurs de l'OIM dans le pays d'origine, et le donateur Suisse s'est montré très généreux dans le financement de programmes d'aide structurelle et la prise en charge du très onéreux traitement de l'hépatite C qui n'était pas gratuit à l'époque en Géorgie. Nos bénéficiaires et l'ensemble des collègues de l'OIM en Géorgie vous en ont été de tout temps reconnaissants.

2. Conseil en vue du retour

Voyage de monitoring au Sri Lanka Sonja Kyburz, OIM Berne

Dans le cadre du programme mondial de réintégration RAS, l'OIM en Suisse organise des visites de suivi dans les principaux pays de retour. La plupart du temps, ces visites sont effectuées conjointement avec des représentants du Secrétariat d'État aux migrations (SEM) afin qu'ils puissent adapter les activités de retour et de réintégration sur la base de données factuelles. Ces dernières permettent également d'informer les conseillers en vue du retour sur les évolutions qui ont une incidence sur la réintégration ainsi que sur les pratiques qui ont fait leurs preuves, et par conséquent d'améliorer le service-conseil en vue du retour en l'accent davantage sur les besoins.



En octobre 2023, un voyage de monitoring a été organisé au Sri Lanka. La collaboratrice du SEM chargée du retour au Sri Lanka et la responsable de programme de l'OIM en Suisse ont passé quatre jours au Sri Lanka, où elles ont rencontré des collaborateurs de l'OIM au Sri Lanka, au bureau principal à Colombo ainsi que dans deux représentations à Jaffna et à Kilinochchi, pour échanger sur leurs expériences et les éventuelles adaptations requises. La délégation s'est par ailleurs entretenue avec les représentants gouvernementaux du Department of Immigration and Emigration, avec des ONG partenaires et avec des représentations des gouvernements locaux concernant les besoins spécifiques des retournants

Going Home

Aide au retour : un changement de perspective

de Suisse. Mais la délégation s'est surtout rendue dans la province du nord pour rencontrer onze personnes rentrées volontairement de Suisse au cours des deux dernières années afin de recueillir leurs expériences et leurs retours sur la procédure de réintégration. Alors que nombre d'entre eux sont confrontés aux répercussions de la situation économique sur leur vie quotidienne, la clé d'une réintégration réussie et durable tient souvent à la possibilité d'être soutenus par sa famille.

Les résultats confirment que la vaste gamme des aides proposées correspond aux besoins des retournants et est adaptée à la situation locale. L'aide comprend l'aide à la réintégration, le conseil aux entreprises et le soutien psychosocial avec implication de la famille et de la communauté. Le soutien global au développement des entreprises et le solide mécanisme d'intermédiation concernant le soutien psychosocial se sont avérés particulièrement décisifs.



Voyage de monitoring au Nigéria

Lisa Huwyler et Mialy Cannella, OIM Berne

En octobre 2023, nous avons passé cinq jours au Nigéria pour rendre visite à des retournants de Suisse. Ce voyage de monitoring nous a conduites dans trois villes du Sud du Nigéria : Lagos, Benin et Agbor.

En tout, nous avons pu rencontrer huit personnes, une femme et sept hommes. Si la plupart avaient déjà touché l'intégralité de l'aide au retour et réalisé leurs projets, nous avons également rendu visite à une personne qui se trouvait en plein processus de versement de l'aide au retour. Les retournants nous ont présenté une grande variété de projets : deux magasins, une ONG, la gérance d'une station-service et une entreprise de recyclage de plastique de taille moyenne. Malheureusement, deux personnes avaient été contraintes d'abandonner définitivement leurs activités dans l'intervalle. L'une d'entre elles parce que sa voiture était tombée en panne et qu'elle n'avait pas les moyens de la faire réparer, l'autre en raison de son état psychique.

Ces deux cas nous ont de nouveau rappelé à quel point il était important de bien préparer son projet et de bien le choisir. Le facteur de la durabilité devrait être pris en compte dans tous les projets. C'est d'ailleurs cet aspect qui explique que l'OIM au Nigéria recommande de ne pas réaliser des projets en lien avec le transport. En effet, l'aide au retour couvre tout juste l'achat d'un véhicule, ce qui signifie inévitablement que le retournant n'aura pas les moyens de financer les réparations en cas de pannes sérieuses et qu'il risque de perdre son affaire.

L'évaluation de l'état de santé, y compris de la santé psychique, avant le départ est également d'une importance capitale. Cette précaution permet de réduire le risque de voir des projets échouer en raison de problèmes de santé et de créer les meilleures conditions possibles en vue de la réintégration, en prévoyant, par exemple, une aide au retour pour raisons médicales, si nécessaire.

Lors des visites, nous avons constaté qu'un bon réseau social et le soutien de la famille et de la parenté contribuaient à la réussite des projets et à une réintégration durable.

Going Home

Aide au retour : un changement de perspective



Pour certains retournants, rassembler les pièces et les offres nécessaires pour avoir accès à l'aide au retour est un véritable casse-tête. Une solution qui peut s'avérer très utile dans ce cas consiste à réaliser des vidéoconférences avec l'équipe de l'OIM au Nigéria, avant le départ. Ces appels permettent de canaliser les attentes et d'expliquer les processus en amont afin d'éviter les désillusions et les malentendus à l'arrivée.

À ce sujet, la rencontre avec le retournant qui était encore au stade de la mise en œuvre de son projet a été très éloquent. Comme cette personne n'avait que peu de connaissances scolaires et ne savait pratiquement pas lire, les étapes nécessaires à la mise en œuvre d'un projet (comme l'envoi d'une licence commerciale, la transmission d'offres) étaient particulièrement compliquées pour elle. Lors de la visite, Usman, notre collègue de l'OIM qui est responsable pour le conseil aux retournants, lui a réexpliqué tout le processus aussi simplement que possible.

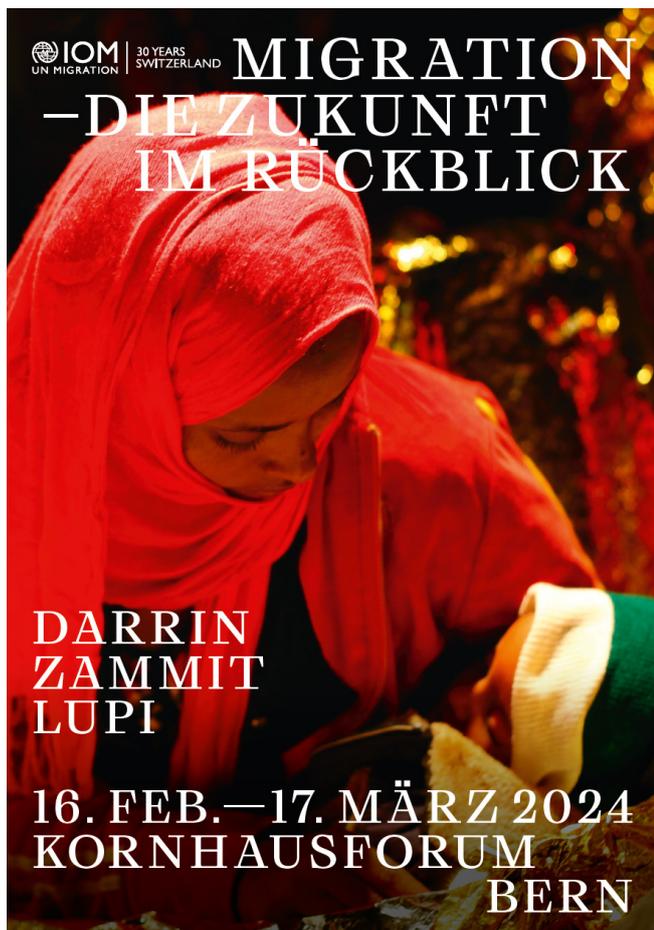
Vers la fin de notre voyage, nous avons été témoins d'un bel exemple de solidarité entre retournants. Dans la région reculée d'Agbor, un retournant de Suisse dont la réintégration avait été un succès faisait part de son expérience à d'autres retournants et les aidait du mieux possible.

Écouter et conseiller – tant sur place qu'en Suisse – peuvent s'avérer déterminants pour le succès d'un retour. Nombre de personnes ont gardé des souvenirs positifs des conseillers en vue du retour qu'ils ont rencontrés en Suisse.



Going Home

Aide au retour : un changement de perspective



Impressum

Éditeur : SEM et OIM, Aide au retour communication (RüKo)

Rédaction : Carolin Nehme, OIM
Lisa Huwyler-Müller, IOM
Délia Baumgartner, SEM

Collaboration : Thomas Lory, SEM

Photos : © OIM, SEM

Layout : Christa Burger, SEM

Contact : SEM: 058 465 11 11
OIM: 031 350 82 11

E-Mail : info@sem.admin.ch
bern@iom.int

Internet : switzerland.iom.int
www.sem.admin.ch

